

VILLEFRANCHE DE CONFLENT - Commune

Séance du 09 avril 2026

Membres en exercice :
11

Date de la convocation: 03/04/2026

neuf avril deux mille vingt-six l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Monsieur Gilles ROBERT

Présents : 11

Présents : Madame Frédérique LATOUR, Monsieur Benoît MENE, Monsieur Gilles ROBERT, Monsieur Stéphane BARAJAS, Madame Anissa MEGHRAOUI, Monsieur Bernard CAILLIS, Monsieur Laurent BACO, Madame Marie-Noelle NEAUD, Madame Céline MONSEGUR, Madame Marjolaine CARMINATI, Monsieur Jimmy COURTIN

Votants: 11

Pour: 11

Contre: 0

Abstentions: 0

Représentés:

Excusés:

Absents:

Secrétaire de séance: Madame Frédérique LATOUR

Acte rendu exécutoire
après dépôt en préfecture
le 13/04/2026
et publié ou notifié
le 13/04/2026

Objet: SPANC 66 - Désignation des représentants - DE_043_2026

Vu Le Code Général des Collectivités Territoriales

Considérant que suite au renouvellement des Conseils Municipaux, il convient d'élire un

Délégué Titulaire et un Délégué Suppléant au SPANC 66.

Considérant que, s'agissant des modalités de vote, le conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, par 11 voix, désigne :

-Laurent BACO comme Délégué Titulaire

-Bernard CAILLIS comme Délégué Suppléant

Afin de représenter la commune au Syndicat Mixte Départemental d'Assainissement Non Collectif des Pyrénées Orientales (SPANC 66)

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an que dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Maire

Gilles ROBERT



Voies et délais de recours :

En application de l'article R.421-1 du code de justice administrative, toute personne intéressée peut contester la légalité de la présente décision dans les deux mois qui suivent la date de publication et/ou sa notification.

A cet effet, elle peut saisir le Tribunal administratif de MONTPELLIER (Espace Pitot, 6 Rue Pitot, 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) d'un recours pour excès de pouvoir. Elle peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision et/ou d'un recours hiérarchique le représentant de l'Etat dans le département. Cette démarche proroge le délai de recours contentieux qui doit alors être reconduit après l'écoulement d'un délai de deux mois suivant la réception de ce recours. L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut décision de rejet implicite. Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyen » accessible par

Date de transmission de l'acte: 13/04/2026

Date de réception de l'AR: 13/04/2026

066-216602235-DE_043_2026-DE

A G E D I